

Extension du tribunal administratif de Dijon

20 et 22 rue d'Assas
21000 DIJON

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

C.C.T.P V4

Lot N°09 SOLS SOUPLES

MAITRE D'OUVRAGE

Conseil d'état
1 place du Palais Royal
75100 PARIS Cedex 01

Email : michaelle.yung@conseil-etat.fr

Mandataire Architecte

Agence Béatrice MOUTON
13 rue Chapon
75003 PARIS
Tel : 0142786741

Email : beatrice-mouton@orange.fr

Bureau d'études TCE

ME2CO
208 rue des Cordiers
71000 MACON
Tel : 0385211161

Email : me2co@btp-ingenieriesolutions.com

Architecte d'exécution

Atelier CLEA
64 rue de Longvic
21000 DIJON
Tel : 0345623704

Email : anne.clerget@atelierclea.fr



09 - Lot N°09 SOLS SOUPLES	C.C.T.P V4
Extension du tribunal administratif de Dijon 20 et 22 rue d'Assas 21000 DIJON	

Sommaire

1	Prescriptions générales	3
1-1	OBJET	3
1-2	DEFINITION DES OUVRAGES	3
1-3	RESPONSABILITE GENERALE	3
1-4	PRESCRIPTIONS, REGLEMENTS ET NORMES.....	4
1-5	CONNAISSANCE DES LIEUX	4
1-6	PROTECTION DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT	5
1-7	ESSAIS.....	5
1-8	NOTA.....	5
1-9	TRI ET EVACUATION DES DECHETS DE CHANTIER	5
2	Description et localisation des ouvrages.....	6
2-1	PREPARATION DES SUPPORTS	6
2-1-1	Décapage de sols	6
2-1-2	Ragréage	6
2-1-3	Barrière anti-humidité.....	6
2-2	SOLS PVC HETEROGENE	7
2-2-1	Sols PVC acoustiques	7
2-3	OUVRAGES DIVERS.....	8
2-3-1	Seuil de portes	8

1 Prescriptions générales

1-1 OBJET

1-1 1 Le présent document a pour objet la définition et la prescription des travaux du présent lot nécessaire à l'opération " Extension du tribunal administratif de Dijon ", 20 et 22 rue d'Assas 21000 DIJON.

1-2 DEFINITION DES OUVRAGES

1-2 1 Les plans et dessins complètent le présent document pour définir les prestations dues par l'entrepreneur du présent lot.

Les plans, dessins et le présent document serviront de base aux règlements en tenant compte de l'ordre de préséance stipulé au C.C.A.P. Les ouvrages figurants sur l'un des documents et omis dans l'autre sont dus au marché.

D'autre part, le présent document et les plans ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, ouvrages, détails ou dispositifs, il reste entendu que seront compris dans le prix forfaitaire non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du marché, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'art, des règlements et normes en vigueur et des règles élémentaires de l'esthétique.

L'entrepreneur, par le fait même de son acte d'engagement, s'étant rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé par les connaissances de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

En cas de contradiction ou d'interprétation différente entre deux ou plusieurs articles du présent document, ou entre deux pièces contractuelles du dossier, ce sont toujours les stipulations ayant pour résultat final une meilleure qualité d'ouvrage qui primeront sur les autres. Néanmoins, durant l'étude, et avant la remise de son offre, chaque concurrent devra signaler, par écrit, directement au Maître d'Oeuvre toutes anomalies ou contradictions qui lui apparaîtraient. Le Maître d'Oeuvre se réservant, après examen, le droit de rédiger un additif qu'il adressera immédiatement à tous les concurrents.

Les entreprises peuvent se procurer auprès du Maître d'Oeuvre et des Bureaux d'Etudes Techniques tous les renseignements nécessaires à leurs études et leurs remises de prix.

Toutes les dimensions sont données à titre indicatif et devront être vérifiées sur place avant exécution.

L'entreprise devra exécuter ses travaux en respectant les avis du Bureau de Contrôle.

1-3 RESPONSABILITE GENERALE

1-3 1 La responsabilité de l'entrepreneur à l'égard du client et des tiers n'est en rien diminuée par l'existence d'un projet d'appel d'offres établi par le Maître d'Oeuvre.

Les dimensionnements, descriptions d'ouvrages et autres caractéristiques figurant au présent document ne sont données qu'à titre indicatif et minimal et doivent être contrôlés par l'entreprise, tant pour la réponse à l'appel d'offres que pour l'exécution. L'entrepreneur sera tenu de réparer, à ses frais, toutes les dégradations que son intervention aura causé, tant sur ses ouvrages que sur ceux des autres corps d'état.

1-4 PRESCRIPTIONS, REGLEMENTS ET NORMES

1-4 1

L'entrepreneur, par le fait de soumissionner, devra se conformer aux textes suivant :

- D.T.U : Documents Techniques Unifiés établis par le C.S.T.B. en vigueur à la date de remise de l'offre et ayant trait à toutes les catégories d'ouvrages inclus au présent lot, accompagnés de leur C.C.S (Cahiers des Clauses Spéciales).
- C.C.T.G : Cahier des Clauses Techniques Générales.
- Les Normes Françaises (N.F) et Européennes (EN) homologuées.
- Les règles de calculs.
- Les avis techniques et agréments publiés par le C.S.T.B avec les différentes mises à jour et annexes.
- Les Normes Françaises avec ou sans estampilles.
- Le code de l'urbanisme.
- Le code de la construction et de l'habitation.
- L'ensemble des essais et attestations d'essais et de fonctionnement de l'A.Q.C (anciens P.V COPREC).
- Les prescriptions des fabricants.
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction.
- Le code du travail.
- Tous les règlements administratifs issus de décrets, arrêtés, circulaires, concernant la salubrité, la sécurité, l'hygiène, etc...
- Les règlements de sécurité.
- Les décrets concernant la sécurité des chantiers.
- Les règlements de sécurité contre l'incendie.
- La note de sécurité.
- Les prescriptions de la santé publique.
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville.
- Les avis des bâtiments de France.
- Le C.C.A.G (Cahier des Clauses Administratives Générales).
- Les répertoires des éléments et ensembles préfabriqués du bâtiment.
- Les normes françaises de l'AFNOR homologuées par arrêté ministériel en vigueur à la date de remise des offres (les seules dérogations permises seront celles apportées par des circulaires ou arrêtés ministériels).
- Etc. ...

La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire.

1-5 CONNAISSANCE DES LIEUX

1-5 1

Les entrepreneurs sont réputés, par le fait même de leur soumission, avoir une connaissance parfaite des lieux et terrains où doivent être réalisés les travaux.

Ils sont donc réputés avoir pris connaissance du site, de l'emplacement, des conditions générales, régionales et locales, ainsi que des conditions climatiques, des possibilités en eau et en énergie, des servitudes éventuelles, etc... des possibilités d'accès et de stockage des matériaux, des possibilités d'installation de chantier.

En résumé, les entrepreneurs soumissionnaires sont réputés avoir une connaissance parfaite des lieux, et en général, de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit, influencer sur l'exécution, la qualité et le prix des ouvrages à exécuter. Aucun entrepreneur ne pourra arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments d'ouvrages ou de prix.

1-6 PROTECTION DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

- 1-6 1 Les réseaux d'égout en place ne sauraient en aucun cas servir d'exutoire au lavage des véhicules et bennes de béton, ainsi qu'au rejet d'huiles de vidange, hydrocarbures et autres produits.
Les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les obturations des ouvrages d'assainissement en place soit par les coulées de boues et graviers résultant des travaux faisant l'objet de leur marché soit par des déchets de chantier.
Tout déversement accidentel, toutes obturations, devront être immédiatement signalés au Maître d'Oeuvre qui fera effectuer les travaux de remise en état et de nettoyage aux frais des entreprises responsables.

1-7 ESSAIS

- 1-7 1 Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entrepreneur devra effectuer, un mois au minimum avant la réception des travaux, l'ensemble des essais et attestations d'essais et de fonctionnement de l'A.Q.C (anciens P.V COPREC), dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées. Les résultats de ces essais et vérifications seront adressés, par écrit, au maître d'oeuvre avant la réception.

1-8 NOTA

- 1-8 1 Les plans et CCTP forment un tout et se complètent mutuellement pour exprimer le projet.
Les indications portées sur les plans et non mentionnées explicitement dans le CCTP sont également à prendre en compte dans le cadre du marché.

1-9 TRI ET EVACUATION DES DECHETS DE CHANTIER

- 1-9 1 Suivant la réglementation en vigueur, il est rappelé que chaque entrepreneur devra procéder au tri de ses déchets de chantier, à leurs chargements et leurs évacuation sur les sites agréés. Il est entendu que les surcoûts engendrés par le tri et l'évacuation des déchets sont inclus dans les prix unitaires de l'entreprise et qu'il ne sera accordé aucune plus value à ce titre.

Les déchets devront être chargés et évacués en décharges agréées contre récépissé qui sera remis au Maître d'Ouvrage lors du dossier de recollement.

Les déchets devront être triés et évacués quotidiennement et ne seront; en aucun cas, stockés sur le site.

2 Description et localisation des ouvrages

2-1 PREPARATION DES SUPPORTS

2-1-1 Décapage de sols

Décapage de sols de toutes natures, comprenant :

- Arrachage par tout moyen,
- Grattage et nettoyage du support,
- Dépoussiérage et arasement des défauts de niveaux,
- Évacuation des déblais, compris frais de décharge,
- Toutes sujétions d'exécution

2-1-1 1 Décapage de sols de toutes natures

Décapage de sols de toutes natures

Localisation :

- Ensemble :

R+1 : Sols existants des pièces en liaison avec l'extension du tribunal administratif (voir plans architecte)

2-1-2 Ragréage

Application d'un ragréage autolissant, comprenant :

- Grattage, dépoussiérage et arasement des défauts de niveaux
- Fourniture et mise en oeuvre d'un primaire d'accrochage
- Toutes sujétions de mise en oeuvre permettant la pose collée de revêtement de sols

2-1-2 1 Ragréage P3

Ragréage autolissant :

- Classement des locaux : P3 maximum
- Épaisseur : de 3 à 10 mm

Localisation :

- Ensemble :

RdC : Dégageement 01 donnant sur l'escalier principal d'accès au R+1, box avocats

R+1 : Revêtements de sol de l'ensemble des pièces de l'extension du tribunal administratif

R+1 : Sols existants des pièces en liaison avec l'extension du tribunal administratif (voir plans architecte)

2-1-3 Barrière anti-humidité

Fourniture et pose d'une résine époxy, comprenant :

- Réception du support, y compris ragréage et reprises éventuelles
- Grenaillage, ponçage et aspiration des poussières
- Mise en œuvre conformément aux prescriptions du fabricant
- Fourniture d'un avis technique en cours de validité
- Toutes sujétions de mise en œuvre

2-1-3 1 Résine époxydique bi-composant

Réalisation d'une barrière anti-remontée d'humidité à base de résine époxydique bi-composant

Prise en compte des prescriptions de mise en œuvre suivant fournisseur et fabricant

Localisation :

- Ensemble :

Entre dallage porté et sol PVC collé : Dégageement 01 donnant sur l'escalier principal d'accès au R+1, box avocats

2-2 SOLS PVC HETEROGENE

2-2-1 Sols PVC acoustiques

Fourniture et pose de sols P.V.C. acoustique en lès, comprenant :

- Pose par collage avec colle acrylique
 - Coupes, découpes, marouflages et raccords
 - Assemblage par joints invisibles thermosoudés
 - Mise en place d'un dispositif anti-remontée d'humidité entre dallage et sol PVC dans le cas d'un dallage sur terre-plein conformément au DTU 13.3
 - Toutes sujétions de mise en œuvre permettant la pose collée de revêtement de sols
- L'ensemble sera mis en œuvre conformément aux prescriptions du fabricant.

2-2-1 1 Sols PVC en lès U3P3 - 19dB

Sols PVC en lès de type Sarlon trafic 33 de chez Forbo ou équivalent:

- Classement UPEC : U3 P3 E2/3 C2
- Groupe d'abrasion : T
- Poinçonnement rémanent moyen : 0,08 mm (exigence de la norme <0.20 mm)
- Épaisseur : 3,25 mm (dont 0,60 mm de couche d'usure)
- Largeur de lé : 2,00 m
- Réaction au feu : Bfl-s1 (M3)
- Performance acoustique : delta Lw = 19 dB
- Résistance à la glissance : R10
- Teinte : au choix de la Maîtrise d'œuvre

Localisation :

- Ensemble :

RdC : Dégagement 01 donnant sur l'escalier principal d'accès au R+1, box avocats

R+1 : Revêtements de sol de l'ensemble des pièces de l'extension du tribunal administratif (bureaux double, dégagement 1.1)

R+1 : Sols existants des pièces en liaison avec l'extension du tribunal administratif (voir plans architecte)

2-2-1 2 Plus-value pour marches et contremarches

Plus-value pour habillage de marches et contremarches de même finition que la partie courante comprenant :

- Préparation et ragréage du support
- Pose par collage avec colle acrylique sur support parfaitement plan
- Profil de marche renforcé antidérapant, nez de marches visuellement contrastés
- Différences de couleur pour la première et la dernière marche
- Coupes, découpes, raccords, calepinage et pertes d'emploi
- Toutes sujétions de mise en œuvre permettant la pose collée de revêtement de sols

Y compris fourniture et pose de bandes antidérapantes, contraste des contremarches et bandes d'éveil.

Localisation :

- Ensemble :

R+1 : Revêtements de sol de l'escalier composé de 3 marches dans le "Dégagement 1.1"

2-3 OUVRAGES DIVERS

2-3-1 Seuil de portes

Fourniture et pose de seuil de porte en profil d'arrêt de chez SHLUTER ou équivalent, comprenant :

- Fixation au sol
- Coupes, découpes et raccords
- Teintes et coloris au choix de l'architecte
- Toutes les sujétions de mise en œuvre

2-3-1 1 Seuils

Seuil extra-plat en aluminium brossé, fixation invisible

Modèle : en aluminium brossé type SCHIENE de chez SHLUTER ou équivalent

Localisation :

- Ensemble :

Au droit de chaque changement de pièces avec un revêtement de sol différents